

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 GLISY

GLISY, le 29/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SAMOG SAS (ex SCR) Le Crotoy

ZI rue du Manoir
CS 80078
76340 Blangy-sur-Bresle

Références : 2023-E20053
Code AIOT : 0005103391

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2023 dans l'établissement SAMOG SAS (ex SCR) Le Crotoy implanté Lieux-dits La Bassée, Mayocq, Entre le Chemin de Mayocq et celui de Rue 80550 Le Crotoy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant souhaite exclure une partie de la parcelle AZ 23 (1 500 m²) sur la commune de LE CROTOY pour la rendre au propriétaire dans le cadre de son projet de construction d'une brasserie. Cette exclusion implique un décalage du périmètre ICPE au niveau de la limite avec la parcelle AZ26. La surface à exclure est d'environ 1 500 m². L'exploitant a transmis à l'inspection par courrier du 14/03/23 la demande des propriétaires de la parcelle AZ23 et leur accord avec les conditions de remise en état actuelles de cet espace de la parcelle AZ23. Il est à noter que l'exploitant indique le jour de la visite d'inspection que la surface à exclure n'a subi aucune modification depuis l'autorisation initiale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAMOG SAS (ex SCR) Le Crotoy
- Lieux-dits La Bassée, Mayocq, Entre le Chemin de Mayocq et celui de Rue 80550 Le Crotoy
- Code AIOT : 0005103391
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAMOG exploite une carrière de sable, graviers et de galets sur le site Chemin de la Barre Mer sur la commune de Le Crottoy.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- cessation partielle d'activité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Clôtures et signalisation	Arrêté Préfectoral du 06/11/2018, article 13	/	Sans objet
2	Eloignement de l'excavation	Arrêté Préfectoral du 06/11/2018, article 14	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est engagé le jour de la visite d'inspection à clôturer le périmètre exclu du périmètre ICPE dès lors que l'inspection aura acté le nouveau périmètre ICPE.

Il disposera sur la clôture des pancartes mentionnant l'interdiction d'accès et les dangers (chute dans l'excavation.....).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Clôtures et signalisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2018, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, clôtures
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès principal à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit par une barrière et une signalisation. L'accès de toute zone dangereuse, notamment l'accès aux fronts en cours d'exploitation, est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. L'interdiction d'accès et les dangers (chute dans l'excavation.....) sont signalés par des pancartes placées d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, et d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats : La partie de la parcelle AZ23 à exclave du périmètre est clôturée sur la partie Est, le long de la route longeant la ferme de Mayocq. L'exploitant s'est engagé le jour de la visite d'inspection à clôturer le périmètre exclu du périmètre ICPE dès lors que l'inspection aura acté le nouveau périmètre ICPE. L'inspection proposera à Monsieur le préfet un projet d'APC actant le nouveau périmètre ICPE. Le projet d'APC prescrira un délai de 3 mois pour la mise en place d'une clôture et d'une signalisation comme prévu par la prescription susvisée.
Observations : L'exploitant disposera sur la clôture des pancartes mentionnant l'interdiction d'accès et les dangers (chute dans l'excavation.....).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Eloignement de l'excavation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2018, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, limites d'excavation
Prescription contrôlée : Les bords de l'excavation de la carrière sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre délimitant la surface d'autorisation, ainsi qu'à une distance d'isolement conforme aux réglementations en vigueur, de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.
Constats : Le jour de la visite d'inspection, les abords du nouveau périmètre ICPE faisant l'objet de la demande de cessation partielle de l'exploitant ont déjà été excavés et remblayés. Il n'est pas prévu une nouvelle extraction sur cette zone. L'exploitant indique que la limite d'extraction sera bien décalée de 10 m de la nouvelle limite du périmètre ICPE, comme prévu par la prescription susvisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet